Stratégies matrimoniales au Sénégal sous la colonisation

L'apport des archives juridiques

Awa Yade

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/8342>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.8342

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2007

Pagination : 623-642

ISBN : 978-2-7132-2140-8

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Awa Yade, « Stratégies matrimoniales au Sénégal sous la colonisation », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 187-188 | 2007, mis en ligne le 15 décembre 2010, consulté le 18 juin 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/8342> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.8342>

Ce document a été généré automatiquement le 18 juin 2020.

© Cahiers d'Études africaines

Stratégies matrimoniales au Sénégal sous la colonisation

L'apport des archives juridiques

Awa Yade

- 1 Cet article se propose d'analyser, à partir des dossiers d'archives judiciaires, l'évolution de la structure familiale au Sénégal et plus particulièrement celle des pratiques matrimoniales durant la période coloniale. Si le rôle des femmes en tant qu'acteur de développement et pilier du secteur économique n'est plus à démontrer, les chercheurs s'accordent en général pour estimer que la colonisation a déséquilibré les rapports de genre en Afrique en contribuant à la perte de pouvoir et « d'autonomie sociale » des femmes au sein de la structure familiale (Imam, Mama & Sow 2004 : 1-126). Or, en matière matrimoniale, c'est loin d'avoir toujours été le cas, surtout en cas de divorce.
- 2 Les archives nationales du Sénégal (ANS) regorgent de dossiers d'affaires judiciaires coloniales. Nombre d'entre eux se rapportent aux questions matrimoniales, comme les séries M¹, 6M², D³ ou la sous-série 2G⁴. De toutes les affaires contentieuses, soumises ou non aux juridictions indigènes, les affaires civiles sont de loin les plus nombreuses. Certes, en matière civile et commerciale, les affaires qui tournent autour de la succession, des créances ou des biens matériels ont connu une nette progression, surtout avec la monétarisation de l'économie, mais le divorce arrive en tête des litiges civils.

Statistiques des affaires jugées en matières civiles et commerciales (1925)

Tribunal	Divorces	Dettes	Succession	Contestation d'animaux et de biens
Kaolack	47	41	14	29
Foundiougne	16	2	5	5
Total	63	43	19	34

Source : ANS 6M190 – Rapport sur le fonctionnement de la justice indigène à Kaolack, 1925.

- 3 Toutefois, ces chiffres n'intègrent pas l'immense majorité des conflits réglés à l'amiable à travers la conciliation ou au sein de la structure familiale. Ainsi, la conciliation avant jugement⁵ est passée de 392 cas en 1935 à 602 en 1936⁶.

Impact de la politique coloniale sur les structures sociales

- 4 Sous la domination coloniale, les royaumes guerriers sont devenus de simples dépendances destinées à produire les matières premières dont l'Europe avait besoin. Cette mise sous tutelle a affecté l'ensemble de la vie politique, économique et sociale.

Organisation judiciaire

- 5 En vue de mener à bien sa « mission civilisatrice », le colonisateur français entreprit de réformer les institutions coutumières – le droit de rendre la justice allant de pair avec le droit de commandement – : « C'était une obligation essentielle de tout État colonisateur d'assurer la justice aux indigènes du pays qu'il entreprend de dominer et de diriger » (Girault 1921-1923 : 37). La première étape de cette réforme est marquée par les décrets du 5 septembre et du 22 septembre 1887. Le premier créait le corps des administrateurs des colonies, le second leur confiait, entre autres attributions, des fonctions judiciaires. Mais ce n'est qu'avec le décret du 10 novembre 1903 qu'apparaissent les juridictions indigènes.
- 6 Au Sénégal, l'appareil judiciaire mis en place se caractérise par sa complexité et sa diversité. Trois systèmes juridiques, relevant respectivement de la loi française, de la *shari'a* musulmane et de la coutume indigène, ont été élaborés suivant le statut des populations (assimilé/européen, musulman ou indigène)⁷. Placés sous le contrôle de l'administration coloniale, ces systèmes juridiques s'appliquaient à tous les sujets français ou indigènes. Autrement dit, la juridiction indigène était réservée aux originaires du territoire du Sénégal hormis ceux des quatre Communes, mais également aux natifs des autres territoires français et des autres possessions étrangères qui n'avaient pas dans leur pays d'origine le statut de citoyen. Objet de nombreuses modifications, la législation coloniale a toujours pris soin d'affirmer qu'en matière civile et commerciale, les juridictions indigènes appliquaient exclusivement la coutume des parties. Mais, dans la pratique, les administrateurs coloniaux, qui constituaient l'essentiel du corps judiciaire, n'hésitaient pas à écarter tout usage coutumier jugé « barbare ». L'article 75 du décret de 1903 stipulait : « La justice indigène appliquera en toute matière les coutumes locales en tout ce qu'elles n'ont pas de contraire aux principes de la civilisation française. »
- 7 Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la justice indigène a été rebaptisée justice de droit local par le décret du 30 avril 1946. Cette réforme a retiré aux juridictions indigènes toute compétence en matière répressive pour la confier aux juridictions françaises. La justice française ou de droit commun, compétente à l'origine pour juger les citoyens français, est alors devenue la seule instance habilitée à connaître des affaires répressives. Les juridictions de droit local demeuraient compétentes en matière civile et commerciale. Autrement dit, elles étaient cantonnées au règlement des litiges relatifs à l'état des personnes, à la famille, au mariage et à la filiation. L'une des principales attributions dévolues à ces tribunaux indigènes était le pouvoir de conciliation du juge.

Mutations économiques et sociales

- 8 La politique coloniale a abouti à l'exploitation ou « mise en valeur » des colonies. Les cultures vivrières perdent du terrain au profit des cultures de rente telles que

l'arachide, l'huile de palme, le coton, le cacao... Très tôt, au Sénégal, la culture de l'arachide a pris de l'importance, au point de devenir, vers la fin du XIX^e siècle, le premier produit d'exportation mais aussi et surtout la principale source de revenu des paysans (Labouret 1941 : 148 ; Mbodj 1978 : 691). Le développement de cette culture dans les grands centres de production, comme le Sine Saloum, est à l'origine de profondes mutations économiques et sociales. Ces centres, qui connaissaient une activité économique intense, étaient aussi ceux qui connurent le plus grand nombre de litiges civils. Sur 4 468 affaires civiles et commerciales enregistrées par les tribunaux indigènes du Sénégal en 1937, le Sine Saloum à lui seul en compte 1 283, contre 745 pour le cercle de Thiès, 436 pour le cercle du Bas Sénégal, 411 pour le cercle de Louga, 396 pour le cercle du Baol, et 239 pour celui de Ziguinchor⁸.

- 9 C'est que les mutations économiques ont conduit à un dérèglement des structures sociales en agissant sur les mentalités des populations, dans ces sociétés où la relation parentale joue un rôle prédominant. L'essor économique a profité aussi bien aux femmes qu'aux hommes. Ces dernières exploitaient à leur compte des petits carrés où elles s'adonnaient à des cultures vivrières (niébé, bissap, riz...). Aussi peut-on dire que les femmes étaient très présentes dans le petit commerce.

Évolution du mariage

- 10 Le mariage a subi, dans le contexte matérialiste contemporain, des transformations analogues à celles des autres régions du monde (Ilboudo 1963 : 52). Jadis considérée comme une alliance entre deux familles qui allait au-delà de l'union des deux conjoints, la décision d'unir les futurs conjoints relevait alors des parents et l'union portait sur l'échange de la femme en contrepartie d'une compensation. Le mariage était à la fois une union préférentielle (et/ou forcée) et précoce, compte tenu de la jeunesse de la future épouse. Le choix porté sur l'un ou l'autre des futurs conjoints était déterminé par le comportement social des beaux-parents. L'objectif était d'assurer à l'avance un lien indéfectible destiné à durer toute la vie.
- 11 Aussi un père de famille qui voyait son fils atteindre l'âge du mariage orientait-il son choix vers la fille dont la famille, surtout la mère, était réputée pour ses vertus. Pourquoi la qualité de la mère était-elle si déterminante dans le choix de la future épouse ? Il s'agissait d'une part de trouver l'épouse idéale, c'est-à-dire une femme qui saurait maintenir le foyer intact malgré les soubresauts de la vie et, d'autre part, d'être une bonne mère pour de nombreux enfants. Ces qualités, les femmes sont censées ne les tenir que de leurs mères. L'idée était reçue que seule une fille dont la mère a su sauvegarder son ménage saura à son tour reproduire le même schéma. Comme le dit un adage wolof qui s'adresse à la femme, « *seey kharé là* » (« le mariage est une guerre sainte »), il faut savoir faire beaucoup de sacrifices avant de goûter à ses joies. Le terme « joie » renvoie ici à la reconnaissance ultérieure, fonction de la réussite des enfants. En Afrique, et au Sénégal en particulier, la réussite sociale d'un enfant ne dépend que de sa mère. La réussite est la preuve que « notre mère a été une bonne épouse », dit-on chez nous : « *ligey you ndey agnoup dom* » (« l'enfant ne récolte que les fruits du labeur de sa mère »). Un enfant qui réussit est alors reconnu par son père, adulé par la famille paternelle et par la société. En revanche, en cas d'échec, la faute incombe uniquement à la mère. Dans le choix des futurs conjoints, la qualité de l'homme en tant que père de famille n'était pas déterminante dans le renforcement des liens du mariage. Dans nos sociétés, les hommes sont perçus comme des individus incomplets : « *goor motoul* ». C'est

à la femme de faire preuve de patience, de compréhension et de sacrifice afin de sauvegarder son ménage.

- 12 Le type de mariage communément connu sous le nom de mariage préférentiel consistait à choisir pour son fils ou sa fille le mari ou l'épouse idéale. Considérées comme des mariages forcés dans la mesure où l'accord des époux n'était pas requis, ces unions, qui consistaient en des alliances croisées, visaient essentiellement à consolider les liens du groupe. Dans ce type d'union, la compensation matrimoniale n'était pas un moyen d'accumulation. En cas de différend, les parents entraient en jeu et pesaient de tout leur poids pour ramener le couple à la réconciliation. Dans ce type de mariage, il ressort des analyses que la condition de la femme n'était guère reluisante, même si *a priori* le mariage préférentiel n'était pas nécessairement forcé dans la mesure où les conjoints ne vivaient pas cette union comme une contrainte, mais plutôt comme une façon de rendre hommage à leurs parents. La plupart des femmes rencontrées reconnaissent ne pas avoir vécu en leur temps ces unions comme une contrainte, dans la mesure où ce type d'unions correspondait à la pratique en vigueur ; il n'existait pas d'autre alternative que de continuer sur les traces de leur mère. Toutefois, avec le recul, certaines femmes ont reconnu qu'elles auraient préféré être consultées.
- 13 Cette situation n'était pas toujours bien vécue par les conjoints, surtout par la femme dont les aspirations n'étaient pas prises en compte. Dès qu'il s'agissait de mariage, la femme ne s'appartenait plus, sa destinée n'était pas entre ses mains. De son côté, l'homme, s'il n'était guère consulté dans le choix de sa première épouse, pouvait néanmoins compenser en prenant d'autres épouses. La société sénégalaise a été très tôt fortement marquée par l'emprise de l'islam ; la polygamie était très pratiquée.
- 14 L'idéologie coloniale française s'accommodait mal de cette conception africaine du mariage ; le mariage préférentiel était une situation jugée anormale et contraire aux principes essentiels des droits humains et de la civilisation, surtout pour la femme. Le décret du 10 novembre 1903, qui organise pour la première fois la justice dans les territoires de l'AOF, a reconnu un certain nombre de prérogatives aux femmes, parmi lesquelles on peut citer :
 - le droit au consentement au mariage ;
 - le droit à la propriété de la dot (qui existe dans le droit musulman) ;
 - le droit au divorce.
- 15 L'étude de l'évolution du mariage pendant la période coloniale révèle que les stratégies matrimoniales furent très complexes, du fait de l'ouverture du pays au monde extérieur (économie de marché, urbanisation, scolarisation...). Les hommes n'ont plus eu besoin de recourir au soutien familial pour s'acquitter des prestations coutumières. Par conséquent, ils n'étaient plus obligés de se soumettre aux pressions familiales favorables aux mariages préférentiels, d'autant plus que le droit colonial tendait à supprimer l'ingérence des parents dans la formation du mariage.
- 16 Dans le même temps, compte tenu de la monétarisation de l'économie, les compensations matrimoniales qui conféraient au mariage sa légitimité, ont connu une flambée et sont devenues très élevées. Il était de plus en plus difficile pour un jeune homme de trouver une épouse, tandis que les jeunes filles s'intéressaient de plus en plus au côté matériel de ce que pouvaient leur apporter les hommes. La hausse de ces prestations et plus particulièrement de la dot a été à l'origine de nombreux litiges civils. La dot était une exigence, aussi bien si l'on se réfère aux coutumes qu'à la

religion musulmane. Elle est une condition essentielle de la validation du mariage, et lui confère sa légitimité.

Malaise social / Crise morale

- 17 La monétarisation de l'économie a déteint sur les rapports sociaux, conduisant certains parents à se lancer dans « une vente aux enchères ». Mamadou Niang (1973 : 89) écrit à ce propos que « les jeunes filles sont devenues pour leurs pères des sources de revenus ». Cette situation s'est aggravée avec la crise économique des années 1930. La baisse du prix de l'arachide a été fortement ressentie par les paysans qui tiraient de sa commercialisation leur principale source de revenu. Ainsi, ne pouvant plus compter sur l'arachide, certains parents se sont lancés dans la « commercialisation de leurs filles ». C'est à ce titre qu'on a pu parler d'escroquerie au mariage ou de mariage illicite⁹. Un jugement rendu par le tribunal du premier degré de Kaolack le 23 mars 1931, en pleine crise économique, ne fait qu'étayer nos propos. À cette date, un certain O. S. s'est adressé au tribunal de Kaolack pour qu'il prononce « la remise sans délai de sa femme ». Il avait obtenu la main de sa promise contre le versement d'une dot à ses parents. Or il s'est heurté au refus de la famille de la lui rendre, alors que sa femme n'entendait plus réintégrer le domicile conjugal ; pire encore, elle avait déjà été donnée en mariage à un second mari. Mis devant le fait accompli et fort de son droit, O. S. se décida à recourir au tribunal. Au vu de la coutume des parties et de la religion musulmane, le tribunal déclara illicite le second mariage et ordonna la remise sans délai de la femme à son mari légitime¹⁰.
- 18 Pour décourager les chefs de famille de se lancer dans ces pratiques de « spéculation économique », l'administration coloniale mit en place un certain nombre de mesures. Lorsqu'une telle situation se présentait, les tribunaux indigènes sanctionnaient aussi bien le chef de famille que la femme. Ainsi ils étaient condamnés tous deux, l'une au remboursement de la dot, et l'autre au paiement d'une indemnité de divorce injustifié qui pouvait atteindre le montant des dépenses coutumières¹¹.
Tentatives de réglementation des pratiques matrimoniales
- 19 Face aux nombreuses dérives, les autorités locales ont été parmi les premières à dénoncer ces tares de la société. Les notables de Saint-Louis (forts de leur statut de citoyens français et des relations privilégiées qu'ils entretenaient avec les autorités coloniales) ont très tôt fustigé ces comportements qui n'étaient pas dignes de musulmans. C'est ainsi qu'ils sont intervenus à divers niveaux pour que soient fixées, de façon rigoureuse, les règles coutumières à observer par les familles dans les formalités du mariage, d'abord au niveau des juridictions musulmanes où leur compétence était reconnue, mais aussi auprès des commandants de cercle pour que ces mesures s'étendent à toutes les juridictions.
- 20 Sous leur impulsion, un pacte destiné à limiter les énormes dépenses qui présidaient à la formation du mariage a été élaboré. C'est le pacte de Saint-Louis de 1930 (Niang 1973 : 89), qui a été étendu à tous les cercles du Sénégal par le décret Mandel du 15 juin 1939. Ce décret, en sus de la limitation des dépenses liées au lien matrimonial, portait aussi sur le défaut de consentement de la femme et sur la précocité des mariages.
- 21 Toutefois, les changements escomptés n'ont pas eu lieu. Les litiges à propos de la dissolution du mariage ne cessaient de croître. On assistait en effet à une « petite révolution féminine ». Les femmes avaient maintenant tendance à se libérer d'un mariage forcé pour lequel elles n'avaient pas été consultées. Au moindre problème, elles décidaient d'abandonner le domicile conjugal et de réclamer le divorce (Diop

1978 : 288). Pour freiner cette dérive, les chefs religieux, fidèles à leur vocation, sont de nouveau intervenus : cette fois-ci, par l'intermédiaire de la communauté musulmane du Cap-Vert, ils obtenaient le pacte de Dakar de 1950. Peu après, l'administration coloniale reprenait à son compte le texte, par le décret Jacquinot du 14 septembre 1951. Jacquinot, ministre de la France d'Outre-mer, entendait ramener à des limites plus raisonnables les exigences concernant la dot. Un pacte matrimonial fut élaboré. Il légiférait sur le montant et les conditions requises pour le paiement de la dot et des autres prestations coutumières, et sur la responsabilité de chacun des époux en cas de rupture provoquée¹². Le pacte matrimonial ainsi conclu fixa le montant de la dot et des autres frais et accessoires nécessaires à la formation du mariage à un taux de 750 francs. Cette somme était payable en trois ans, dont un acompte minimum de 21,25 francs versé avant la célébration du mariage¹³.

- 22 Néanmoins, ces mesures n'eurent guère l'impact escompté sur les pratiques des populations en matière matrimoniale.

La fréquence du divorce

- 23 Les liens du mariage ne pouvaient être dissous que de deux manières : le décès ou le divorce. Les causes de divorce étaient nombreuses et diverses. Le divorce entraînait la rupture du lien conjugal suite à la demande de l'un des deux conjoints ou des deux. Les causes légales de divorce admises par la coutume tournaient autour de la répudiation ou de la disparition de l'un des conjoints. À la faveur des bouleversements économiques et sociaux intervenus à partir de 1900, une pléthore d'autres motifs sont venus se greffer sur celles-ci et fragiliser davantage les liens du mariage.

Le rôle de la femme

- 24 La femme a été l'actrice principale dans cette multiplication du phénomène de divorce. À l'origine, elle était donnée en mariage très jeune (la plupart du temps vers l'âge de 13 ans, c'est-à-dire à la puberté) à un membre de la communauté, sans être consultée. À l'arrivée, elle avait le choix entre s'épanouir ou se dévouer à son ménage pour ne pas jeter l'opprobre sur ses parents. En se comportant ainsi, la femme assurait ainsi l'avenir de ses enfants. En effet, dans nos sociétés, la réussite sociale des enfants est fortement associée à la conduite de la mère dans le ménage et plus particulièrement aux valeurs de soumission et de tolérance dont elle a su faire montre envers son mari, le père de ses enfants. Mais, l'économie monétaire aidant, la femme, dans sa recherche identitaire, a pris conscience du fait qu'elle n'était plus obligée de se dévouer ni à sa famille, ni à son mari : si elle n'éprouvait pas de sentiments pour le mari choisi par ses parents, ou si elle en éprouvait pour un autre homme, ou bien encore si son mari ne s'occupait pas bien d'elle, elle optait pour le divorce.
- 25 Sur plus d'une centaine de jugements de divorces recensés dans les dossiers des archives du Sénégal et sur la base d'informations recueillies sur le terrain, il apparaît que l'initiative de rompre le lien matrimonial venait pratiquement toujours de la femme, à l'exception de quelques cas (adultère, escroquerie au mariage, mariage illégal ou refus de la femme de suivre le mari). Cette volonté se traduisait par l'abandon, par l'épouse, du domicile conjugal. Cette façon de venir soumettre leur différend auprès des tribunaux indigènes, et par la même occasion de le porter à la connaissance d'autrui et du public, était le signe manifeste d'un changement des mentalités. Pour la femme, le divorce n'était plus un drame qui s'abattait sur elle et sur sa famille. La honte ressentie à l'idée de divorcer s'estompait, le divorce apparaissait progressivement comme une étape naturelle de la vie conjugale.

De la répudiation au divorce judiciaire

- 26 Or, dans la société ancienne, le divorce était généralement une prérogative réservée aux hommes à travers la répudiation. Dans la pratique, bien que les coutumes et l'islam aient reconnu ce droit aux deux conjoints, il revenait au mari le privilège d'en prendre l'initiative. Même si une femme décidait de rompre son mariage, la rupture ne pouvait être effective qu'avec le consentement du mari ; à défaut, le lien demeurait et la femme ne pouvait légalement se remarier. Cette primauté du droit au divorce donnée à l'homme est constatée par Abdoul Aziz Kébé (1991 : 149) : « C'est l'homme qui a le privilège de l'initiative de la dissolution du mariage par la répudiation. » Autrement dit, excepté par la mort, le mariage ne pouvait jusqu'ici être dissous que par l'homme à travers la répudiation. Mais avec le nouveau droit colonial, une autre alternative s'offrait aux époux et plus particulièrement à la femme. Ainsi, elle n'était plus obligée d'attendre qu'on la répudie ou de courir derrière le mari pour obtenir la répudiation. Désormais, pour mettre fin à leur union, les époux pouvaient s'adresser à la justice pour qu'elle prononce la séparation. À ce niveau, il faudrait retenir que la justice ne se prononçait qu'en dernier recourt après échec de conciliation entre les époux.
- 27 Aussi longtemps que le divorce demeura une prérogative masculine, il est resté assez rare. Même la répudiation conduisait peu au divorce, du fait des liens de parenté qui unissaient les conjoints. Lorsque le mari répudiait sa femme, la famille entraînait en jeu pour faire fléchir la position de ce dernier et obtenir qu'il renoue avec sa femme. Avec la promulgation du droit colonial (1903), le divorce ne ressortait plus de la seule volonté du mari, mais relevait dorénavant de la justice. En outre, il s'appliquait au même titre aux deux époux. Désormais, les femmes qui le désiraient pouvaient se libérer de leur union après une tentative de réconciliation auprès des tribunaux et le remboursement des biens reçus, notamment de la dot. Restituer la dot introduisait ainsi une nouveauté quasi impensable auparavant : la possibilité pour la femme de prendre l'initiative du divorce¹⁴. Dans le cas du mariage préférentiel, les femmes, qui avaient été données en mariage très jeunes et qui ne vivaient pas bien cette situation, pouvaient désormais, une fois atteint une certaine maturité, demander le divorce. Le recours aux tribunaux a connu une croissance fulgurante au Sénégal, tout particulièrement dans les régions à forte activité économique. Ainsi, le nombre de divorces soumis aux tribunaux judiciaires est passé, entre 1935 et 1936, de 2 191 à 2 609 cas, soit 418 cas de plus en une année. Comme le souligne le sociologue Abdoulaye Bara Diop (1978 : 288), « les séparations viennent le plus souvent des femmes. Ce sont elles qui prennent fréquemment l'initiative de la rupture, elles sont demanderesses ».
- 28 Dans le Sine Saloum comme partout ailleurs, les affaires de divorce ont dominé l'activité judiciaire. Les jugements rendus par le tribunal de premier degré de Kaolack et celui de Foundiougne en 1925 s'établissaient comme suit¹⁵ :

Jugements des tribunaux de Kaolack et de Foundiougne (1925)

Tribunaux	Divorces	Dettes	Successions	Contestations d'animaux	Contestations de biens
Tribunal de 1 ^{er} degré de Kaolack	47	41	14	26	3
Tribunal de 1 ^{er} degré de Foundiougne	16	2	5	2	3

- 29 Sur 158 jugements rendus par ces deux juridictions, 63 se rapportent au divorce, soit un peu plus du tiers des affaires. Ces statistiques ne prennent pas en compte la grande majorité des affaires réglées à l'amiable par les chefs de famille, les notables et les tribunaux de conciliation.

Les principales causes de divorce

- 30 Le divorce a donc connu une croissance fulgurante au Sénégal et plus particulièrement dans les centres urbains. L'examen des relevés mensuels du fonctionnement des tribunaux indigènes a fait ressortir trois causes principales.

Abandon de la femme par le mari

- 31 Les cas d'abandon de la femme par le mari étaient fréquents, surtout dans les grands centres de production agricole en raison des migrations saisonnières. L'exogamie était l'une des principales causes d'abandon de la part de ces hommes originaires de territoires voisins. L'abandon de la femme par le mari résultait de l'union qui liait les saisonniers aux femmes du pays. Beaucoup de ces saisonniers, venus passer l'hivernage, finissaient par nouer des alliances matrimoniales. Néanmoins, après la vente de leur récolte, ils avaient tendance à regagner leur pays d'origine en laissant derrière eux leur épouse locale. Après des mois d'attente, voire des années, ces épouses délaissées qui aspiraient au remariage réclamaient le divorce. Comme ces mariages étaient apparentés à des unions arrangées qui n'avaient pas fait l'objet de dépenses onéreuses, le divorce apparaissait comme une formalité. Les tribunaux indigènes n'étaient pas saisis pour le règlement de ces affaires. Prononcés en l'absence du mari défaillant par le notable ou le chef de village, ces divorces n'avaient pour seule finalité que de libérer la femme des liens du mariage.

- 32 Il arrivait aussi que l'abandon de la femme par le mari soit dicté par des contraintes économiques. Avant que ne survienne la crise des années 1930, la célébration du mariage donnait lieu à des dépenses onéreuses qui conduisaient bien souvent le prétendant à la faillite. Certains hommes, une fois la dot et les cadeaux versés à la belle-famille, se retrouvaient dépouillés et appauvris. Alors, pour fuir leurs responsabilités, ils n'hésitaient pas à abandonner leurs femmes et leurs enfants pendant de longs mois, voire de longues années. En 1926, une femme nommée O. D., âgée de 27 ans, a intenté un procès à son mari. Ce dernier, de coutume toucouleur, âgé de 30 ans et bijoutier de son état, fut accusé par sa femme du délit d'abandon et de défaut d'entretien sur une période de huit mois. Conformément à la religion musulmane, O. D. a demandé au tribunal de 1^{er} degré de Kaolack de prononcer son divorce en même temps que le remboursement de ses frais d'entretien durant les huit derniers mois. Le mari, invité à s'expliquer sur ses motivations, a déclaré au juge se trouver dans l'incapacité de subvenir à l'entretien de sa femme, étant paralysé par une maladie depuis ce temps. Lorsque les membres du tribunal lui ont proposé d'offrir des cadeaux à sa femme pour que celle-ci accepte de renouer avec lui, il a répondu être sans aucune ressource. En conformité avec la loi musulmane, le tribunal, constatant l'incapacité du mari de subvenir aux besoins de sa femme, a prononcé le divorce entre les deux époux sans restitution de la dot¹⁶. Mais le mari, fort de son droit, a contesté le jugement et a interjeté appel devant le tribunal du cercle.

- 33 En mars 1932, une autre jeune femme, K. F., lasse d'attendre le retour de son mari parti en voyage, a saisi le tribunal de 1^{er} degré de Kaffrine pour que soit prononcé le divorce. Âgée de 14 ans, K. F., de coutume wolof, avait été donnée en mariage dès sa naissance à un de ses cousins B. G. Mais ce dernier ne s'était jamais occupé d'elle, d'ailleurs,

expatrié depuis longtemps, il n'avait jamais donné de ses nouvelles. Pour toutes ces raisons, K. F. en compagnie de deux notables de son village, s'est adressée au tribunal pour qu'il la libère de ce lien. Après concertation avec ses assesseurs indigènes, le juge du tribunal statuant par défaut a décidé de dissoudre le mariage de B. G. avec K. F. et cela conformément à la coutume wolof¹⁷. Cette pratique qui consiste à choisir un mari à sa fille dès la naissance (elle peut même être promise conditionnellement avant sa naissance), est toujours en vigueur dans certaines communautés notamment chez les Al-Pular et les Socé. Elle est destinée à renforcer les liens du groupe et sert de bouclier face à d'éventuelles dérives sexuelles.

- 34 Dans ces deux cas d'abandon par le mari, le divorce a été prononcé en premier ressort. Il l'a été au tort de l'époux et, par conséquent, la femme n'avait pas eu à rembourser la dot. Car il était admis dans les pratiques que lorsque la faute revenait au mari, il perdait ses droits. Toutefois, lorsque le mari faisait preuve de bonne volonté lors du jugement et décidait d'offrir des cadeaux à sa femme, le tribunal prononçait la réconciliation entre les époux. Néanmoins, en ce cas, la femme refusait souvent de retourner chez son mari.

Abandon du domicile conjugal par la femme

- 35 À l'origine, l'abandon du domicile conjugal était admis chez la femme, lorsqu'elle était l'objet de défaut d'entretien ou de sévices corporels. L'épouse maltraitée par son mari se réfugiait dans sa famille ; elle y attendait que ce dernier lui envoie des membres de sa propre famille pour venir la chercher en contrepartie de quelques cadeaux. Cette pratique est connue chez les Wolof sous le vocable de *Faylé*. Autrement dit, l'abandon du domicile conjugal relevait d'un défaut d'entretien. Mais du fait même des pressions familiales venant aussi bien de leur propre famille que de la belle-famille, les femmes finissaient presque toujours par réintégrer le domicile conjugal. L'éclatement de la cellule familiale, qui s'est traduite par la multiplication des unions hors parenté, fait que la famille n'arrivait plus à jouer son rôle d'unificateur. Au contraire, les femmes, qui quittaient délibérément le domicile conjugal pour se réfugier dans leur famille, étaient souvent soutenues par celle-ci disposée à l'aider à rembourser la dot.
- 36 Beaucoup de conflits matrimoniaux tournèrent ainsi autour de la hausse de la dot. En 1931, le tribunal de Kaolack a été saisi par un « mari trompé » pour qu'il prononce « la remise sans délai de sa femme ». Ce dernier, qui a obtenu la main de sa promise contre le versement d'une dot versée au beau-père, s'est heurté au refus de celui-ci de lui rendre son épouse. De son côté, la femme n'entendait pas réintégrer le domicile conjugal ; pire, elle a été donnée en mariage à un autre homme contre le versement d'une seconde dot. Mis devant le fait accompli et fort de son droit, le premier mari a entamé une action contre le père de la femme pour « escroquerie au mariage et mariage illicite »¹⁸. Dans cette affaire, le mari n'a pas eu gain de cause, même si le second mariage a été dissous parce qu'illégal, une femme ne pouvant se remarier sans avoir au préalable divorcé de son premier mari ; le tribunal a néanmoins suivi la volonté de la femme et a prononcé le divorce à ses torts, ce qui impliquait le remboursement de la dot.
- 37 Désormais, lorsqu'une femme constatait qu'elle n'éprouvait plus de sentiments pour le mari choisi par ses parents, ou qu'elle en éprouvait pour un autre homme, ou bien enfin estimait que le mari ne s'occupait pas d'elle correctement, l'abandon du domicile conjugal devint la traduction de sa résistance. Une dame de Kaolack, F. C., nous a raconté avoir été mariée très jeune, à l'âge de 12 ans, après la Seconde Guerre

mondiale, à un ressortissant du Soudan français travaillant pour le compte du chemin de fer. Le mariage a été célébré par son père sans l'accord de sa mère ; pendant les deux années qu'a duré le mariage, elle rencontra un autre homme, mais elle ne pouvait rompre le lien en raison du respect qu'elle devait à son père. C'est à la mort de ce dernier qu'elle s'est décidée à entamer une procédure de divorce.

- 38 Parce que la plupart des divorces ont été initiés par les femmes et à leurs torts, les jugements rendus ont été en leur défaveur. Néanmoins, le statut de la femme dans le mariage a évolué. Désormais, elle n'est plus une simple spectatrice face à son destin, même si elle n'a pas encore réussi à se libérer de l'emprise de l'autorité paternelle. Elle commence à s'affirmer dans son mariage, et plus particulièrement dans sa relation avec son mari. Cette attitude nouvelle des femmes, qui n'hésitent plus à porter leur différend devant les juridictions, est le signe manifeste d'une meilleure prise en charge de leurs aspirations par les autorités. Auparavant, le divorce était vécu comme un drame non seulement pour l'épouse, mais surtout pour sa mère, même s'il s'agissait d'une répudiation. Avec la légitimation du divorce proclamée par la loi qui lui confère un caractère légal, la femme peut désormais divorcer sans être mise au ban de la société.
- 39 Un facteur fréquent d'abandon du domicile conjugal par l'épouse devint l'absence de consentement de la femme au mariage. Mariées très jeune à l'âge pubère (entre 11 ans et 13 ans), presque à leur insu, les femmes ne participaient pas aux formalités du mariage. D'ailleurs même les mères étaient rarement consultées, seuls les hommes avaient le droit de décider du mariage de leurs filles ou de leurs sœurs. La plupart de ces jeunes femmes aspiraient donc très tôt au changement, une fois qu'elles avaient atteint une certaine maturité leur permettant d'avoir confiance en elles. La dame F. C. de Kaolack nous a précisé qu'à la mort de son père, elle a décidé de retourner auprès de sa mère pour attendre la naissance de son enfant afin de pouvoir se libérer de cette union qui lui pesait. La loi musulmane ne donnait aucune foi ni au mariage ni au divorce qui pouvaient intervenir durant une grossesse. C'est à la naissance de son fils que la dame F. C., soutenue par sa mère, a demandé le divorce. Celui-ci fut prononcé par le chef de canton de l'escale de Guinguinéo. Le remboursement de la dot ne fut pas prononcé au vu de la dépendance qui liait le nourrisson à sa mère. Mais, en contrepartie de la dot, le père obtint la garde de l'enfant une fois que ce dernier aurait atteint l'âge du sevrage. Par la suite, la dame F. C. s'est remariée avec un collègue de son mari, un Sénégalais qui travaillait aussi pour le chemin de fer. En 1960, à la proclamation de l'indépendance, son ex-mari est venu chercher son fils pour l'emmener au Mali. Depuis cette date, la dame F. C. était triste de n'avoir revu son fils qu'une seule fois, cinq ans auparavant, et depuis lors n'en avait plus jamais eu de nouvelles. Dans ce cas précis, le divorce était prévisible. Le couple n'était lié par aucun lien de parenté, le mariage avait été célébré sans l'assentiment de la principale intéressée. Le mari de F. C. a accepté la requête de sa femme, cause d'ailleurs pour laquelle le tribunal indigène n'a pas été saisi, ce qui était relativement exceptionnel. Beaucoup de maris bafoués étaient, au contraire, décidés à récupérer leur femme ou à défaut la totalité de la dot. Pour ce faire, ils s'adressaient directement aux juges compétents.
- 40 Une pareille situation se retrouve dans le conflit qui a opposé en 1932 A. G. âgé de 34 ans à sa femme F. D. âgée de 18 ans¹⁹. Cette dernière, après avoir abandonné le domicile conjugal, a pris l'initiative de se remarier sans pour autant prendre la peine de

dissoudre son premier mariage. Informé de cette situation, A. D. a saisi le tribunal de premier degré de Gossas afin de dénoncer ce remariage illégitime. Après délibéré et conformément à la loi musulmane qui régissait les deux parties, le second mariage a été annulé. Le tribunal a jugé en outre nécessaire de demander le retour de l'épouse au domicile. De son côté, si F. D. accepte de rompre son second mariage, elle interjette appel devant le tribunal du second degré pour ne pas avoir à réintégrer le domicile conjugal.

- 41 Face à la multiplication des abandons du domicile par les femmes, les juges des tribunaux indigènes, soucieux de préserver l'unité de la famille, mettaient l'accent sur la conciliation pour ne trancher qu'en dernier recours. En 1926 une autre affaire de divorce soumise à l'appréciation du juge du tribunal de 1^{er} degré de Kaolack relevait de cette préoccupation²⁰. A. D. S., un cultivateur wolof âgé de 58 ans, a saisi le tribunal pour demander le retour de sa femme S. C., âgée de 28 ans. Cette dernière avait en effet quitté le domicile sans aucune explication. Interrogée sur ses motivations, elle a déclaré ne plus vouloir vivre avec son mari et par conséquent demander le divorce. Le tribunal, soucieux de stopper l'hémorragie en train de miner les rapports sociaux, décida que, sans motif valable, S. C. n'avait pas à quitter le foyer conjugal ; par conséquent elle devait le réintégrer ou rembourser la dot.
- 42 Mais, en général, une femme condamnée à rejoindre le domicile conjugal ne faisait pas appel du jugement, elle se contentait de refuser de réintégrer le domicile du mari. Comme ce dernier n'avait aucun moyen pour l'y contraindre, il finissait toujours par demander le remboursement de la dot.

Jugements rendus par les tribunaux de subdivision en matière civile (1923)²¹

Cercle du Sine Saloum	Divorce : demande de réintégration du domicile conjugal
Kaolack	30
Sine	15
Bas Saloum	10
Kafrine	2

- 43 Au final, le règlement du divorce échouait sur les mésententes concernant le montant à restituer. Dans certaines sociétés, le remboursement concernait toutes les prestations coutumières versées, comme c'était le cas chez les Sérères (cadeaux, dot et dépenses de fêtes). En revanche, dans d'autres sociétés, comme chez les Tukolor et les Wolof, seule la dot (le « *can* » chez les Wolof et le « *tengué* » chez les Tukolor) était remboursée. Les cadeaux et le bétail ainsi que l'argent qui avaient servi à l'organisation des différentes cérémonies n'étaient pas remboursables, puisque l'islam, sauf exception, ne l'exigeait pas²².
- 44 Dans d'autres cas, au contraire, les motifs de l'abandon sont plus difficiles à déterminer. Ce sont les cas où la femme réclame le divorce pour cause d'impuissance du mari. Dans l'affaire jugée par le tribunal du 1^{er} degré de Kaolack en 1927, la dame D. D. et son mari s'accusaient mutuellement. D. D. réclamait le divorce en invoquant l'impuissance de son mari, alors que ce dernier l'accusait d'abandon du domicile conjugal. Dans ce cas, le tribunal se trouva dans l'incapacité de trancher dans l'immédiat : la coutume et la loi musulmane qui régissaient les affaires civiles prévoyaient un délai de trois mois durant lequel il était demandé au mari de faire preuve de sa virilité. La nuit de noces avait lieu

au domicile de la jeune femme et devait permettre de résoudre à la fois la question de sa virginité et de l'impuissance de son mari²³.

Divorce pour cause d'adultère

- 45 Les cas d'adultère étaient fréquents. L'adultère de l'homme n'entraînait aucune conséquence, il était toléré, alors que celui de la femme n'était pas accepté. Autrement dit, il n'était considéré comme une cause de divorce que lorsque la femme était en cause. Dans beaucoup de sociétés africaines, l'adultère de la femme était assimilé à un crime passible de châtiments corporels, voire de la peine de mort (Courant 1939 : 223). La loi musulmane, quant à elle, condamnait les coupables à la flagellation. L'adultère, acte grave qui en conséquence était lourdement puni par la coutume, n'avait pas la même portée en droit français. Ce dernier ne considérait l'adultère que comme un délit ; à ce titre, la justice indigène a cherché à commuer les peines en condamnation à une amende ou à la prison (Sarr 1975 : 146).
- 46 L'article 83 du code pénal indigène punissait l'adultère de la femme d'emprisonnement pour une durée allant de six mois à deux ans. Cependant celle-ci ne pouvait être poursuivie qu'à la demande du mari. Il pouvait soit mettre un terme aux poursuites, soit au contraire conduire à la condamnation de la femme. Le complice de la femme était puni au même titre que la femme, de plus il pouvait être condamné à verser une indemnité de 5 à 300 francs au mari trompé²⁴.
- 47 Les statistiques judiciaires relatives au délit d'adultère soumis aux tribunaux indigènes du Sénégal entre 1906 et 1911 s'établissent comme suit²⁵ :

Statistiques judiciaires en matière d'adultère au Sénégal (1906-1911)

Cercles	Délit d'adultère	
	condamné	acquitté
Sine Saloum	7	0
Haute Gambie	5	0
Casamance	14	0
Louga	1	0
Tivaoune	1	0
Dagana	4	1
Baol	14	2
Thiès	13	6
Total	59	9

- 48 Lorsqu'en novembre 1913 le tribunal de second degré de Kaffrine a été saisi par B. D. pour un délit d'adultère commis par sa femme D. C., le tribunal a prononcé une peine de trois mois de prison contre B. C. et 50 francs d'amende contre la femme. Dans un autre jugement rendu par le même tribunal de Kaffrine, dix jours plus tard, contre la dame D. K. sur la demande de son mari, le tribunal a prononcé une peine d'amende de 100 francs pour les deux accusés²⁶.
- 49 Dans les deux cas, alors qu'ils relevaient du même délit et du même tribunal, force est de constater que le jugement est laissé à l'appréciation du juge. Il convient de retenir ici qu'un mari trompé qui décidait de saisir un tribunal entendait donner une correction publique à sa femme. En définitive, il cherchait à laver son honneur et par-delà, à jeter l'opprobre sur sa femme et la famille de celle-ci, afin de contraindre l'épouse, une fois de retour au domicile conjugal, à se dévouer à son mariage.

- 50 Le mariage en Afrique Noire est considéré comme le centre autour duquel tourne toute la vie de la collectivité. La dimension communautaire est une des plus importantes caractéristiques du mariage. À ce titre, les valeurs culturelles constituaient un barrage efficace contre l'exogamie. Le mariage impliquait aussi des arrangements financiers ; il était de ce fait générateur de droits et d'obligations précis entre les époux de même que vis-à-vis de leurs parents et de leurs enfants. Cette pratique avait pour but la consolidation des liens familiaux et la conservation des biens à l'intérieur de la communauté. L'existence de ces liens, en interdisant certaines unions considérées contre nature (notamment l'union entre deux conjoints de caste ou de statut différent), a constitué pendant longtemps un bouclier de protection du mariage. En cas de litige, le problème était réglé dans l'intimité par les parents ou par le notable religieux ou du village.
- 51 Le divorce rompt le lien du mariage et dissout le régime matrimonial. Les époux en choisissant cette voie décidaient de mettre fin à leur union. Le divorce, bien qu'admis, n'était pas fréquent naguère au Sénégal. Mais avec l'avènement de l'économie monétaire, le mariage coutumier a été débordé et absorbé par de nouvelles pratiques, qui mettent davantage l'accent sur la liberté individuelle, au détriment de la communauté. La mise à l'écart des liens de parenté a facilité l'éventualité d'une dissolution du mariage. La disparition progressive des impératifs communautaires, surtout en ville, alliée à l'émancipation des jeunes et surtout des jeunes femmes, a beaucoup contribué à démultiplier le phénomène du divorce. Dès les années 1950- 1960, l'analyse sociologique approfondie de Abdoulaye-Bara Diop (1978, 1985) le démontrait déjà chez les Wolof.

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES

Archives nationales du Sénégal (ANS)

ANS 11D1/151 – Affaires politiques et administratives, note sur la propagande, 1927-1954.

ANS 2G23/35 – Sénégal : Rapport sur le fonctionnement de la justice indigène pendant l'année 1923.

ANS 2G23/74 – Sénégal : Cercle de Kaolack (Sine Saloum), rapports économiques mensuels, février 1923.

ANS 2G35/83 – Sénégal : Cercle du Sine Saloum, service de l'agriculture, rapport agricole annuel, 1935 par J. Massibot.

ANS 2G36/122 – Sénégal : Rapport annuel de 1936.

ANS M79 – Justice indigène, décret du 10 novembre 1903 et instructions sur son application, 1901-1918.

ANS 3M09 (184) – Rapports et statistiques sur le fonctionnement de la justice indigène en AOF, 1927-1929.

ANS 3M030 (184) – Justice indigène : Rapports et statistiques sur le fonctionnement de la justice indigène en AOF, rapports et statistiques sur le fonctionnement de la justice indigène dans

chacune des colonies du Sénégal, Dakar et dépendances, Guinée, Dahomey, Mauritanie, Niger, Soudan et Côte-d'Ivoire, 1937.

ANS 6M078 – Rapport sur le fonctionnement de la justice indigène : états du registre d'écrou des tribunaux des cercles de Casamance, Sine Saloum, Bakel, Baol, Matam, Haute-Gambie, Niani-Ouli, Tivaoune, Dagana, Podor, 1913.

ANS 6M190 – Justice indigène : Rapport sur le fonctionnement de la justice indigène à Kaolack, 1925-1926.

ANS 6M193 – États des jugements rendus en matière répressive, en matière civile et commerciale par les juridictions indigènes du Sénégal, 1926.

ANS 6M200 – États des jugements rendus en matière répressive, civile et commerciale par les juridictions indigènes du Sénégal, 1926.

ANS 6M233 – États des jugements rendus par les juridictions indigènes, février et mars 1932.

ANS 6M227 – États des jugements rendus par les juridictions indigènes des cercles de Casamance, Tambacounda, Sine Saloum, Diourbel, Thiès, Djoloff, Louga..., juillet 1931.

BIBLIOGRAPHIE

BALANDIER, G., MAQUET, J.-J. & ALEXANDRE, P.

1968 *Dictionnaire des civilisations africaines*, Paris, F. Hazan.

BOSERUP, E.

1983 *La femme face au développement économique*, Paris, PUF.

COQUERY-VIDROVITCH, C.

1994 *Les Africaines : histoire des femmes d'Afrique noire : du XIX^e au XX^e siècle*, Paris, Desjonquères.

COURANT, R.

1939 *Coutumiers juridiques de l'Afrique Occidentale Française*, vol. 1, Sénégal, Paris, Larose.

1953 *Encyclopédie juridique de l'Afrique Occidentale Française. Code administratif de l'Afrique Occidentale Française et textes usuels. Première partie, Actes du Pouvoir central et du Gouvernement général*, Abidjan, publié par l'auteur.

DIOP, A.-B.

1978 *La société wolof : tradition et changement*, Thèse de doctorat, Paris, Université de Paris V.

1985 *La famille wolof : tradition et changement*, Paris, Karthala.

GEISMAR, L.

1933 *Recueil des coutumes civiles des races du Sénégal*, Saint-Louis, Imprimerie du Gouvernement.

GIRAULT, A.

1921-1923 *Principes de colonisation et de législation coloniale*, t. 2, Paris, Librairie de la Société du recueil Sirey.

ILBOUDO, G.

1963 « Le jeune africain devant le monde moderne », *Afrique*, 21 : 50-53.

IMAM, M., MAMA, A. & SOW, F. (dir.)

2004 *Sexe, genre et société : engendrer les sciences sociales africaines*, Paris, Karthala ; Dakar, Codesria.

KÉBÉ, A. A.

1991 *Les tribunaux musulmans du Sénégal dans la politique coloniale depuis la promulgation du code civil jusqu'à la première guerre mondiale*, Thèse de doctorat, t. 1, Dakar, UCAD.

LABOURET, A.

1941 *Paysans d'Afrique occidentale*, Paris, Gallimard.

M'BAYE, K. (dir.)

1968 *Le droit de la famille en Afrique noire et à Madagascar*, Paris, Éditions G.-P. Maisonneuve et Larose.

MBAYE, S.

1991 *Histoire des institutions coloniales françaises en Afrique de l'Ouest 1816-1960*, Dakar, SLND.

MBODJ, M.

1978 *Un exemple d'économie coloniale, Sine Saloum (Sénégal) de 1887 à 1940 cultures arachidières et mutations sociales*, Thèse de 3^e cycle, Paris, Université Paris 7.

NIANG, M.

1973 « L'évolution de la dot au Sénégal de la tradition à la modernité », *Notes africaines*, 140 : 85-92.

SARR, D.

1975 « Jurisprudence des tribunaux indigènes du Sénégal : les causes de rupture du lien matrimonial de 1872 à 1946 », *Annales africaines*, Faculté des sciences juridiques et économiques, Éditions Pedone : 143-178.

NOTES

1. Série M – Tribunaux judiciaires (1819-1956).
2. Série D – Affaires politiques et administratives.
3. Série D – Affaires politiques et administratives.
4. Sous-série 2G – Les rapports périodiques mensuels, trimestriels, semestriels et annuels des gouverneurs, administrateurs et chefs de services (1826-1959).
5. Avant toute chose, le tribunal est tenu de tenter de concilier les parties. S'il y réussit, il établit un procès-verbal de conciliation qui a force exécutoire ; s'il n'y réussit pas, les parties sont renvoyées devant le tribunal de subdivision.
6. ANS 2G36/122 (voir sources).
7. ANS M79.
8. ANS 3M030 (184).
9. ANS 2G23/35.
10. ANS 6M227.
11. ANS 3M030 (184).
12. ANS 11D1/151.
13. ANS 11D1/151.
14. Colloque international Archives judiciaires, Sciences sociales et Démocratie, Dakar, 14-18 décembre 2003.
15. ANS 6M190.
16. ANS 6M193.
17. ANS 6M233.
18. ANS 6M227.
19. ANS 6M233.
20. ANS 6M193.
21. ANS 2G23/74.
22. ANS 3M030 (184).
23. ANS 6M200.
24. ANS 3M09 (184).

25. ANS 2G35/83.

26. ANS 6M078.

RÉSUMÉS

La politique coloniale a projeté les économies africaines dans l'économie de marché. Au Sénégal, le développement de la culture de l'arachide dans les grands centres de production, comme le Sine Saloum, est à l'origine de profondes mutations économiques et sociales. Ces centres, qui connaissaient une activité économique intense, étaient aussi ceux qui connurent le plus grand nombre de conflits matrimoniaux. L'étude de l'évolution du mariage pendant la période coloniale révèle que les stratégies matrimoniales furent nombreuses et très complexes. Les compensations matrimoniales qui conféraient au mariage toute sa légitimité, sont devenues très élevées. La hausse de la dot a été à l'origine de nombreux litiges civils. Avec la crise des années 1930, certains parents sont allés jusqu'à des « ventes aux enchères » sur leurs filles en les promettant à plusieurs prétendants, afin de bénéficier le plus possible des retombées financières de la dot. Les autorités locales ont été parmi les premières à dénoncer ces dérives. Sous leur impulsion, l'administration coloniale a initié un certain nombre de mesures, qui n'eurent guère l'impact escompté sur les pratiques matrimoniales. Les litiges à propos de la dissolution du mariage ne cessaient de croître. On assistait en effet à une « petite révolution féminine » : les femmes avaient désormais tendance à se libérer d'un mariage forcé. Les causes de divorce étaient nombreuses et diverses. À côté des causes légales de divorce admises par la coutume (répudiation ou disparition de l'un des conjoints), une pléthore d'autres motifs est venue se greffer et fragiliser davantage les liens du mariage. Pour cette étude, les trois principales causes ont été retenues à savoir, l'abandon de la femme par le mari, l'abandon du domicile par la femme et l'adultère.

Marital Strategies in Senegal under the Colonization. The Contribution of the Legal Archives. – The colonial politics projected the African economies in the market economy. In Senegal, the development of groundnut culture in the great centers of production, like Sine Saloum, is at the origin of deep economic and social changes. These centers, which knew an intense economic activity, were also those which knew the greatest number of matrimonial conflicts. The study of the evolution of the marriage during the colonial period reveals that the matrimonial strategies were numerous and very complexes. The matrimonial compensations which conferred on the marriage all its legitimacy became very high. The rise of the dowry was, in the beginning, the causes of much civil litigation. With the crisis of the Thirties, certain parents went until selling their daughters at auction by promising them to several suitors so that the family can take profit as well as possible from the financial repercussions of the dowry. The local authorities were among the first to denounce these drifts. Under their impulse, the colonial administration initiated several measures, which didn't achieve the awaited impact on the matrimonial matter. The litigations concerning the dissolution of the marriage did not cease growing up. We experienced a kind of "small female revolution": women now tended to release themselves from a forced marriage. The causes of divorce were numerous and very different. Near the legal causes of divorce admitted by the custom (repudiation or disappearance of one member of the couple), a plethora of other reasons came to be grafted on the previous one and weaken more the bonds of the marriage. For this study, the three relevant causes of divorce were retained it is, the

abandonment of the wife by the husband, the abandonment of the couple residence by the woman and the adultery.

INDEX

Mots-clés : droit, tribunaux, mariage, période coloniale, adultère, Sénégal, Kaolack, Sine Saloum, abandon, dot, femme, jugement, pratique matrimoniale, prestations matrimoniales, statistiques judiciaires, système juridique

Keywords : marriage, colonial period, divorce, abandonment, adulterous, dowry, right, woman, judgement, practical matrimonial, judicial statistics, legal system, legal courts

AUTEUR

AWA YADE

Université Cheikh Anta Diop, Dakar.